

STELLA DUPONT

Députée de la 2^e circonscription de Maine-et-Loire

2020-2021

Un an d'action

COMPTE RENDU DE MANDAT N° 4





Stella Dupont

Députée de la 2^e circonscription de Maine-et-Loire

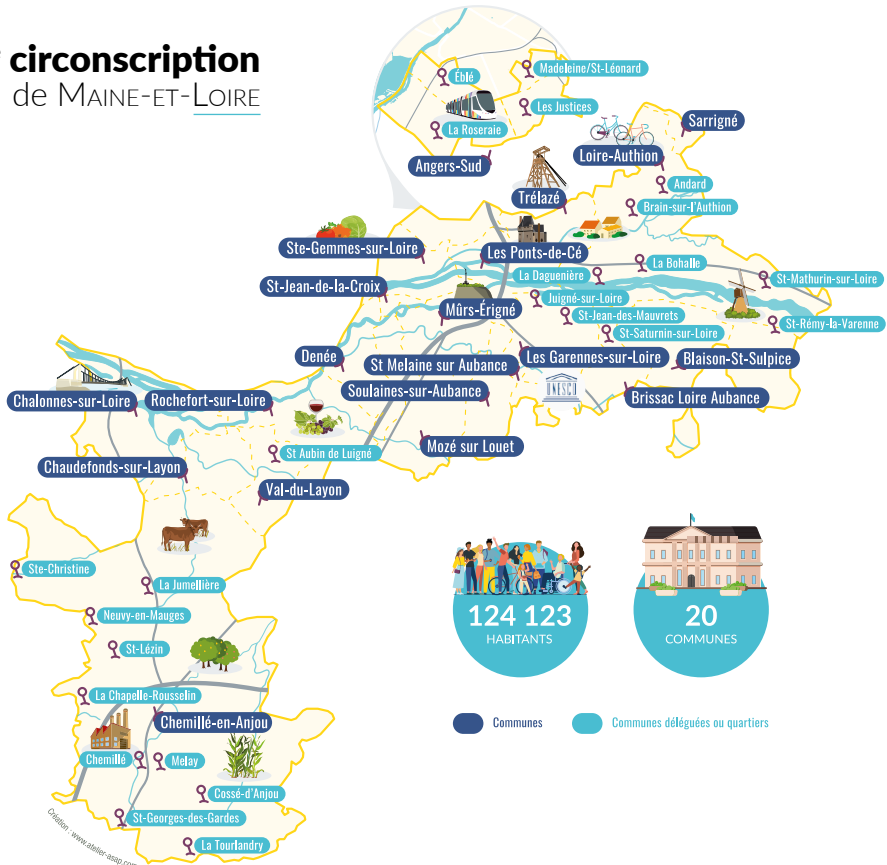
Au lendemain de l'adoption du pass sanitaire et de l'obligation vaccinale pour les soignants, je dresse ce 4^e bilan dans un contexte toujours marqué par des décisions difficiles visant à **nous préserver collectivement du COVID-19**. Nous venons de vivre une année parlementaire au rythme des mesures de soutien économique et social, notamment le chômage partiel massif induit par les confinements. **Placer les curseurs du niveau des contraintes** qu'on impose à tous les Français ou à tels secteurs d'activité, mesurer les bénéfices par rapport aux risques, nécessite un travail approfondi et de multiples contacts avec les acteurs

de terrain concernés en vue de prendre la décision la plus adaptée. C'est un exercice exigeant qui me mobilise au quotidien. Malgré ce contexte, **nous continuons les réformes** – Ségur de la Santé, Climat, Justice, Protection de l'Enfance, Jeunesse... **Et nous préparons l'avenir**: c'est l'objectif des 100 milliards d'euros du Plan de relance.

Ce bulletin illustre une partie de mon travail parlementaire que vous pouvez approfondir sur mon site internet. Toujours avec autant d'énergie, je reste pleinement mobilisée à l'échelle nationale et locale: **vous pouvez compter sur moi!**

Vendredi 30 juillet 2021

2^e circonscription de MAINE-ET-LOIRE



L'évolution de la crise sanitaire

Nous traversons une épreuve hors du commun.

Compte-tenu de la brutalité de la crise, il a fallu prendre des mesures immédiates pour **sécuriser les Français dans l'urgence**. Face à la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'état d'urgence sanitaire a été mis en place, puis prolongé. Avec les Députés du parti politique En Commun ! dès février 2021, nous avons écrit au Premier Ministre pour proposer la **sortie de cet état d'urgence et un meilleur encadrement juridique de ce régime d'exception pour l'avenir**.

18 mois après, la COVID est toujours là. Nous devons **poursuivre les mesures de prévention et nous vacciner massivement**. C'est le sens des dernières mesures annoncées le 12 juillet par le Président de la République. La vaccination est essentielle pour maîtriser la transmission du virus et je salue l'investissement de tous les professionnels et volontaires qui se mobilisent au quotidien. Merci à vous !



⋮ Hanna Mamode

⋮ Hélène Bieri

Mon équipe

⋮ Aline Taveau



Permanence : 02 41 17 26 02
stella.dupont@assemblee-nationale.fr

MES RESPONSABILITÉS

De nouvelles responsabilités...

- Membre du bureau du parti politique **En Commun !**
- Membre de la **Mission d'information** sur les entreprises en difficulté du fait de la crise sanitaire
- Secrétaire de la **Commission d'enquête sur les migrations**, les déplacements de populations et les conditions de vie et d'accès au droit des migrants, réfugiés et apatrides en regard des engagements nationaux, européens et internationaux de la France
- Membre du **groupe d'études** « Sapeurs-pompiers volontaires »
- Membre suppléante de l'**Assemblée parlementaire franco-allemande**

Et toujours...

- Membre de la **Commission des finances**, de l'économie générale et du contrôle budgétaire
- **Rapporteuse spéciale de la mission** « Solidarité, insertion et égalité des chances »
- **Co-rapporteuse spéciale, de la mission** « Immigration, Asile, Intégration »
- Membre de la **Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation**
- Membre du **Comité des finances locales**
- Membre du **Groupe d'Animation politique** « Grand Âge et autonomie », « Pauvreté » et « Politique de la Ville »
- Membre du **groupe d'études** « Villes et banlieues », « Vigne, vin et œnologie », « Aviculture », « Inondations, risques naturels et calamités agricoles », « Modernisation des activités agricoles et structuration des filières » et « Gens du voyage ».
- Vice-Présidente du **groupe d'études** « Conditions d'accueil des migrants » et « Spectacle vivant »
- Vice-Présidente de la **Commission spéciale chargée de vérifier les comptes** de l'Assemblée nationale



Visite de La Banque Alimentaire à Angers

Plus de solidarité pour contrer les inégalités

La crise sanitaire a creusé les inégalités et fait basculer certaines personnes dans la pauvreté. Les files d'attente devant les associations d'aide alimentaire ont tristement illustré ce constat. En Maine-et-Loire, j'ai rencontré toutes ces associations pour identifier leurs problématiques, mais aussi les solutions trouvées pour répondre aux besoins croissants en matière d'aide alimentaire.

Nos associations de terrain ont redoublé d'efforts pour apporter leur aide aux personnes en difficulté, ponctuelle du fait de la situation sanitaire, ou plus pérenne. Je salue le travail formidable des bénévoles qui ont répondu présents dans cette période si particulière.

La précarité concerne aussi l'intimité, notamment pour les femmes en période menstruelle. C'est pourquoi **je soutiens le projet de l'Université d'Angers de mettre en place des distributeurs de protections** hygiéniques, à destination des étudiantes et des équipes pédagogiques et administratives. L'État s'est également engagé en la matière, via la **gratuité des protections pour les étudiantes** notamment. Je continue à travailler sur cette question, pour que les femmes les plus précaires, notamment les femmes incarcérées, aient accès à ces produits de première nécessité.

Soutien aux jeunes avec le plan

« 1 Jeune, 1 Solution »

Ce dispositif favorise l'insertion des jeunes dans le monde professionnel par la formation. 7 milliards d'euros ont été mobilisés en 2021 pour trouver une **solution « sur mesure »** à chaque jeune. Plusieurs mesures ont été mises en œuvre comme la création d'une plateforme avec plus de 100 000 offres d'emploi, une aide à l'embauche des apprentis ou des parcours individualisés pour les jeunes décrocheurs.

En avril, nous avons reçu le Premier Ministre à Angers pour la promotion du dispositif. Il s'est rendu aux Compagnons du Devoir, un organisme de formations aux métiers du bâtiment et de l'aménagement, où il a pu écouter les jeunes sur leurs ambitions et leurs doutes. Mobilisée sur ce sujet, **j'ai organisé un événement le 2 juillet avec les acteurs de la circonscription. Objectifs** : évaluer la mise en œuvre concrète du programme ainsi que la plateforme dédiée et étudier des pistes d'amélioration, avec les différents acteurs impliqués.

www.1jeune1solution.gouv.fr



Journée événement autour du dispositif 1 Jeune 1 Solution le 2 juillet 2021



Visite du Ministre Marc Fesneau, Ministre délégué, chargé des Relations avec le Parlement et de la citoyenneté, chez Delta Usinage à Mûrs-Erigné

Soutien économique aux activités de loisirs d'intérieur

Le Plan de Relance : Un budget exceptionnel de 100 milliards d'euros pour l'investissement

Un plan de relance de 100 milliards d'euros est déployé pour répondre à la crise sanitaire et soutenir l'activité.

Quelques mesures phares :

- **Le Ségur de la Santé, soutien au système de santé :** revalorisation du salaire des personnels, investissements dans les hôpitaux et les EHPAD.
- Des investissements dans la **rénovation énergétique** des bâtiments publics,
- Des subventions à l'investissement des **industries**,
- Des aides à l'**investissement des entreprises** : numérique, export, innovation...
- **Ma Prime Rénov :** 125 millions d'euros d'aides pour permettre aux Français de rénover et réduire l'empreinte carbone de leur logement.
- **Plan « 1 jeune, 1 solution » :** 2 millions de jeunes ont bénéficié en 2020 de ces mesures (garantie jeunes, stages, alternance...) et 1,2 million de jeunes de moins de 26 ans ont été embauchés en CDI ou en CDD de plus de 3 mois.



Stella Dupont, c'est une femme de terrain au plus proche des entreprises qui a su faire remonter nos difficultés économiques, dues à la pandémie. La venue du Ministre Griset et l'obtention de l'aide aux coûts fixes pour notre secteur sont l'aboutissement de cette persévérance



Eric Bouchet, gérant de Ouistiti Compagnie à Beaucauzé

Le **Fonds de Solidarité** pour soutenir les entreprises s'est affiné au fil de la crise pour répondre à la diversité des problématiques.

Les **activités de loisirs d'intérieur (indoor)** comme les salles de jeux pour enfants, de bowling ou d'escape game, étaient exclues du dispositif. Je me suis mobilisée pour y intégrer les entreprises exerçant ce type d'activité, et leur permettre d'obtenir un soutien financier dans l'attente de leur réouverture.

Je me suis entretenue avec des entreprises locales et avec **Alain Griset**, Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, qui **est venu à Angers en février pour mieux comprendre les difficultés de ce secteur**. Il s'est rendu à la salle de jeux pour enfants Ouistiti à Beaucauzé et a participé à une table ronde avec les acteurs économiques du département à la CCI. Un dispositif de soutien a ainsi pu être mis en place pour prendre en charge les coûts fixes des entreprises les plus touchées par la crise. Les **discothèques** ont également été intégrées à ce dispositif.



Visite d'Alain Griset, Ministre délégué des Petites et Moyennes Entreprises, au Bowling Red Bowl à Ste-Gemmes-Sur-Loire

MES PRIORITÉS



Face à la crise et aux aléas climatiques, nous devons répondre présents pour nos viticulteurs, arboriculteurs, agriculteurs



Des solutions concrètes pour nos agriculteurs

La crise sanitaire et la baisse des débouchés (fermeture des restaurants, des cantines scolaires...) ont lourdement impacté certains agriculteurs, ainsi que leurs revenus. Des **aides spécifiques ont ainsi été mises en place**.

Des épisodes climatiques ont eu des effets dévastateurs sur les cultures. Les viticulteurs ont, par exemple, été particulièrement touchés par le **gel du printemps**. Au sein du **Groupe d'études Vigne, Vin et Œnologie**, nous avons œuvré pour un **soutien effectif de l'Etat**. Le fonds d'urgence permet aux Préfets d'attribuer des aides de trésorerie. La mise en place d'une « année blanche » pour les cotisations sociales des exploitations constitue également une mesure forte d'aide aux secteurs touchés. Par ailleurs, nous avons souhaité réviser la loi pour **renforcer les outils pour assurer une juste rémunération** des agriculteurs. Le texte a été voté à **l'unanimité** à l'Assemblée et est actuellement au Sénat. Je souhaite qu'il soit examiné rapidement pour entrer en vigueur au plus vite.



Visite du parc éolien de Chanzeaux à Chemillé-en-Anjou, avec Barbara Pompili, Ministre de la Transition Ecologique

Le projet de loi climat pour un avenir durable

Mardi 20 juillet, le texte a été adopté

après 310 heures de débats parlementaires :

- **Généralisation de la vente en vrac** en grandes surfaces
- **Lutte contre l'artificialisation des sols** (ou bétonnisation)
- **Interdiction de la location des logements les plus polluants d'ici 2025**
- **Fin des vols intérieurs** quand une alternative de moins de 2 h 30 en transports collectifs existe
- **Réduction des engrais chimiques agricoles**
- **Création de l'écocide** pour pénaliser ceux qui dégradent l'environnement

J'aurais souhaité aller plus loin sur plusieurs sujets, comme l'interdiction des publicités des biens polluants. Mais je salue **ces avancées qui auront un impact concret dans nos vies et sur les émissions de carbone**.

Pour une fin de vie digne

Avec de très nombreux collègues Députés issus de tous bords politiques, nous militons en faveur d'une **nouvelle loi permettant à chacun de choisir librement sa fin de vie**. Un texte en ce sens a été débattu à l'Assemblée en avril dernier, mais n'a pas pu aboutir. C'est pourquoi, avec 296 collègues, nous avons appelé le Gouvernement à réinscrire cette proposition de loi à l'ordre du jour de l'Assemblée, afin que puisse avoir lieu **un débat apaisé et constructif** sur cette question qui tient très à cœur à une majorité de Français. J'espère que nous pourrons adopter ce texte d'ici la fin du mandat.



Action de promotion des aides aux jeunes à La Roseraie à Angers

Solidarité : un zoom sur les jeunes les plus fragiles

En tant que Rapporteuse Spéciale chargée de contrôler l'action du Gouvernement sur la mission Solidarité, Insertion et Egalité des chances, j'ai travaillé sur le Revenu de Solidarité Active (RSA) Jeunes Actifs et sur le Revenu Universel d'Activité (RUA) pour les moins de 25 ans, qui ne peuvent prétendre au RSA.

Le RSA Jeunes Actifs est un revenu de solidarité à destination des jeunes entre 18 et 24 ans ayant déjà travaillé. **En 2021, il ne concernait que 860 jeunes en France, au lieu des 160 000 prévus en 2010 à sa création. Ce dispositif ne répond donc pas aux besoins des jeunes.**

Face à cet échec et à la crise sanitaire qui a aggravé la situation de nombreux jeunes, je préconise la création d'une prestation sociale pour ceux qui en ont le plus besoin, dans l'attente d'une refonte plus globale de ces prestations dans l'esprit du RUA, comme je l'indique dans mon rapport. L'annonce du Président de la République visant à créer un « **revenu d'engagement** » semble s'inscrire dans cet esprit. Je m'investirai pleinement sur ce dossier législatif tant je considère qu'il s'agit là d'une priorité pour permettre aux jeunes de rebondir et de sortir de la précarité.

Salariés à domicile : une revalorisation nécessaire enfin actée

Les salariés de l'aide à domicile ont répondu présents, tout au long de la crise sanitaire, auprès des personnes dépendantes. Malgré les horaires hachés, la pénibilité, le risque sanitaire, ils ont su apporter leur aide aux personnes qui, sans elles, auraient pu se trouver dans l'impossibilité de rester chez elles. **Depuis le début de mon mandat, j'appelle à une revalorisation de leurs salaires**, et plus globalement à **repenser les politiques du Grand âge** pour répondre à la volonté croissante des Français de vieillir à domicile.

Après plusieurs immersions auprès de professionnels (avec Pierre, salarié de l'association Anjou Accompagnement de La Roseraie à Angers et Sonia, salariée de l'ADMR de Chalonnes-sur-Loire), j'ai pu noter la difficulté de leur travail à l'accent social réel. **Leur revalorisation salariale constitue une mesure de justice sociale forte**, effective dans le porte-monnaie des professionnels à compter d'octobre 2021 pour le Maine-et-Loire.



Visite de Brigitte Bourguignon, Ministre de l'Autonomie, à Chalonnes/Loire, dans une famille avec leur aide à domicile



Remise du rapport sur la contractualisation à Jacqueline Gourault, Ministre de la Cohésion des territoires, au Ministère.

La **contractualisation** vise à développer une approche partenariale entre l'Etat et les collectivités.

Droit des étrangers : de nombreux travaux sur le sujet

Co-rapporteuse spéciale chargée du contrôle de l'action du Gouvernement sur l'Immigration, l'Asile et l'Intégration, nous avons publié à l'automne, avec mon collègue Jean-Noël Barrot, un rapport relatif à l'intégration professionnelle des demandeurs d'asile et des réfugiés. Nous préconisons une ouverture plus large du marché du travail et de la formation à ces personnes.

En juin, c'est sur les **difficultés à obtenir un rendez-vous en Préfecture en vue de demander un titre de séjour** que nous avons présenté un nouveau rapport. Nous formulons des **recommandations pour trouver des solutions concrètes** à cette problématique qui impacte lourdement la vie des personnes.

Mes travaux sur le droit des étrangers ne s'arrêtent pas là puisque débute la Commission d'enquête parlementaire sur les migrations, les déplacements de populations et les conditions de vie et d'accès au droit des migrants, réfugiés et apatrides en regard des engagements nationaux, européens et internationaux de la France. Un vaste travail de six mois à prévoir, ponctué d'auditions, de débats, de déplacements et conclu par un rapport d'enquête et des recommandations à mettre en œuvre.

Trélazé labellisée « Cité Educative »

La **Cité Educative** est une démarche collective des acteurs d'un quartier prioritaire afin d'offrir aux jeunes un cadre d'apprentissage et d'épanouissement renforcé, de l'enfance jusqu'à l'insertion professionnelle. Ce sont aussi des moyens financiers supplémentaires dédiés pour chaque Cité pendant 3 ans minimum.

Les enfants ne disposent pas tous des mêmes chances et la crise sanitaire a aggravé les inégalités. Ce nouveau dispositif est une opportunité de **renforcer les moyens humains et financiers disponibles pour le développement de l'enfant et l'émancipation des jeunes**. C'est donc naturellement que j'ai apporté mon soutien à la Ville de Trélazé dans sa candidature à cette labellisation. 150 000 euros de crédits par an lui ont été alloués pour 3 ans.

Je suis convaincue que cet outil transversal est pertinent **pour les équipes éducatives au service de la réussite des enfants et des jeunes**, et une bonne nouvelle pour Trélazé et ses habitants !

En 2021, Trélazé et 45 nouveaux territoires ont été labellisés, rejoignant les 80 premières Cités Éducatives. Ce sont donc plus de 700 000 enfants et jeunes qui vont en bénéficier. L'objectif est fixé à **200 Cités Éducatives d'ici 2022** avec une ambition d'excellence pour chacun des élèves.





Réunion à la CCI d'Angers

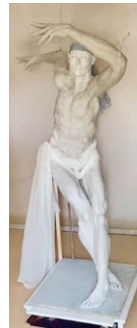
Une aide supplémentaire aux personnes sortant de la prostitution

Différentes aides exceptionnelles de solidarité ont été versées en juin et décembre 2020 au profit des bénéficiaires de certaines prestations sociales, telles que le RSA. J'ai déposé un amendement au Projet de Loi de Finances pour 2021 visant à **renforcer la solidarité en faveur des foyers particulièrement touchés dans un parcours de sortie de la prostitution**. Adopté en Commission des Finances puis dans l'hémicycle, il a permis un versement rapide de cette aide financière nécessaire et solidaire.

Budget 2021 : faire face à la crise sanitaire

Le Budget de l'Etat pour 2021 est centré sur la **relance**. **100 milliards d'euros y sont consacrés, soit 1/3 du budget annuel de l'Etat**. Ce budget a pour objectif de favoriser une croissance verte et solidaire, notamment :

- **Financer les politiques prioritaires** : justice, éducation (400 millions d'euros de revalorisation salariale en 2021), égalité femmes/hommes.
- **Soutenir les publics très fragilisés par la crise** : revalorisation de l'Allocation de Rentrée Scolaire, repas à 1 euro à l'université, maintien des bourses pour les étudiants sortis d'études.
- **Accélérer la transition écologique** : 30 milliards d'euros pour la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés, décarbonation de l'industrie.
- **Assurer la cohésion sociale et territoriale** en protégeant les Français les plus vulnérables, notamment les jeunes avec le renfort de la Garantie Jeune et le soutien à l'embauche d'apprentis.



Des projets culturels qui nous font du bien !

On parle souvent des aides au monde culturel, je crois qu'il faut surtout parler de tout ce que la culture et les artistes nous apportent dans leur sensibilité et leur capacité à nous faire partager, à révéler, à exprimer les bonheurs mais aussi les tourments qui nous traversent pour nous permettre de mieux les dépasser. On a donc particulièrement besoin du monde culturel et des artistes aujourd'hui ! Merci à eux, à l'image du collectif de la ReZidence de Trélazé.



Vernissage de la ReZidence à Trélazé, le 2 juillet 2021



Bilan depuis le début de mon mandat :

248 amendements proposés

11 rapports spéciaux

4 rapports d'information

8 questions orales posées

44 questions écrites

La maison d'arrêt d'Angers a été ouverte en 1856. Malgré l'action résolue des Directions qui se sont succédées pour la rénover, cet établissement est trop vétuste. La dégradation de ces locaux, ainsi que la surpopulation carcérale ne laissent aucun doute quant à la nécessité d'un nouvel établissement au plus vite. **Les conditions de vie des personnes détenues y sont indignes, et les conditions de travail des personnels difficiles.**

Après des années d'actions conjointes des élus du territoire, unis en faveur de ce nouveau projet, des annonces concrètes ont enfin été faites. **La construction d'un nouvel établissement est confirmée.** Installé en limite des communes de Trélazé et Loire-Authion, cet établissement pénitentiaire devrait accueillir environ **850 détenus**. D'une dimension supérieure à la capacité

de l'actuelle Maison d'arrêt, il contribuera à **la résorption de la surpopulation carcérale endémique**. Le début des travaux est fixé à 2024, le temps d'effectuer les différents diagnostics sur le site et de mener la concertation publique préalable, pour une **ouverture en 2027**.

La construction d'établissements garantissant une vie digne aux personnes détenues s'inscrit dans une **volonté globale d'accompagner les personnes dans leur parcours de réinsertion**. Ainsi, la nouvelle loi pour la confiance dans l'institution judiciaire, portée par le Garde des Sceaux, Eric Dupond-Moretti, redéfinit le statut du travail en détention. L'objectif est clair : **favoriser la réinsertion sociale pour lutter activement contre la récidive**.



Favoriser la réinsertion sociale pour lutter activement contre la récidive



Au Ministère de la Justice, avec Éric Dupond-Moretti, Garde des Sceaux, pour confirmer la construction de la Maison d'Arrêt de Trélazé

LISTE DES ZOOMS LOCAUX À VENIR*



Action de promotion des aides aux jeunes à La Roseraie à Angers, le 28 mai 2021



Au camping et au domaine de Plaisance de Rochefort-sur-Loire, le 18 juin 2021



À la supérette G20 de Ste-Gemmes-sur-Loire, le 15 janvier 2021



À La Joyeuse Pépinière de Sarrigné, le 19 mars 2021



À La Cabane à Pains à Saint-Aubin-de-Luigné, commune de Val-du-Layon, le 11 juin 2021

Comme chaque année, j'ai organisé des « **zooms locaux** » afin d'aller à la rencontre des acteurs économiques, associatifs, des citoyens et des élus de ma circonscription. Ces journées sont l'occasion pour moi de **nourrir mon travail législatif**, de **répondre aux demandes locales ou individuelles**, de **connaître les initiatives, projets ou innovations** du territoire.

Malgré la crise sanitaire qui a perturbé le programme de cette année, j'ai pu tout de même m'arrêter sur 6 communes de ma circonscription : Saint-Gemmes-sur-Loire, Sarrigné, Angers La Roseraie, Val-du-Layon, Rochefort-sur-Loire et les Ponts-de-Cé.

2021

10 SEPTEMBRE à **ST-SATURNIN-SUR-LOIRE**
commune de **BRISSAC LOIRE AUBANCE**

8 OCTOBRE à **MÛRS-ERIGNÉ**

19 NOVEMBRE à **ST-MELAINE-SUR-AUBANCE**

17 DÉCEMBRE à la **JUMELLIÈRE**
commune de **CHEMILLÉ-EN-ANJOU**

2022

14 JANVIER à **CHAUDEFONDS-SUR-LAYON**

4 FÉVRIER à **ANGERS, LES JUSTICES**

18 FÉVRIER à la **LA TOURLANDRY**
commune de **CHEMILLÉ-EN-ANJOU**

18 MARS à **LOIRE-AUTHION**

*Ces dates sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'agenda parlementaire.

Plus d'informations sur :
www.stelladupont.fr

STELLA DUPONT

Vous invite à son compte rendu
de mandat 2021

VENDREDI 24 SEPTEMBRE

À 19H

**Salle L'Art-Image
Chemin de Parthenay**

à STE-GEMMES-SUR-LOIRE



Avec la présence* de

Barbara Pompili

Ministre de la Transition écologique

* Sous réserve d'impératifs ministériels

INSCRIPTION NÉCESSAIRE au :

02 41 17 26 02

stella.dupont@assemblee-nationale.fr

www.stelladupont.fr

PERMANENCE :

20 rue Gustave Mareau 49000 ANGERS



Ne pas jeter sur la voie publique

À l'Assemblée nationale : 4 ans de réformes pour notre pays

2017

Loi pour la confiance dans la vie politique

- Accroît le contrôle des frais de mandat des parlementaires
- Interdiction des recrutements familiaux des parlementaires

2018

Loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants

- Fin du tirage au sort et nouvel accompagnement dans l'orientation
- Accompagnement renforcé des étudiants en difficulté

Loi pour un État au service d'une société de confiance

- Simplifie les relations entre l'administration et les usagers
- Crée un droit à l'erreur pour les administrés

Loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable

- Vise à assurer aux agriculteurs un revenu digne (les mesures vont être renforcées par une loi en cours d'examen)
- Oblige à 50 % de produits labels de qualité dont 20 % de bio en restauration collective, d'ici 2022
- Renforce les sanctions liées à la maltraitance animale

Loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes

- Passage de 20 à 30 ans pour le délai de prescription concernant les crimes sexuels commis sur mineurs
- Crée une infraction d'outrage sexiste pour réprimer le harcèlement dit « de rue »

Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel

- Simplifie l'inscription et le financement de l'apprentissage
- Création du Compte Personnel Formation en euros

Loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN)

- Transforme des bureaux vacants en logements
- Accélère les exigences concernant la rénovation énergétique des bâtiments

2019

Loi relative à la croissance et à la transformation des entreprises (PACTE)

- Encourage l'entrepreneuriat en simplifiant les démarches de création d'entreprises
- Modernise l'épargne salariale

Loi pour une école de la confiance

- Abaisse l'âge de l'instruction obligatoire à 3 ans
- Crée une obligation de formation pour tous les jeunes de 16 à 18 ans

Loi engagement et proximité

- Renforce le statut de l'élu local
- Accorde de nouveaux pouvoirs de police au maire

Loi relative à l'organisation et à la transformation du système de santé

- Fin du numerus clausus pour répondre à la pénurie de médecins
- Lutte contre les déserts médicaux

Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire

- Interdit la destruction des invendus non alimentaires neufs
- Renforce la responsabilité des producteurs dans la gestion de leurs déchets
- Fixe un objectif de 100 % de plastique recyclé d'ici 2025

**2020
2021**

Loi relative à la bioéthique

- Droit à la PMA pour toutes les femmes
- Droit à l'accès aux origines pour les enfants nés de PMA

Loi confortant les principes républicains

- Renforce la laïcité et la neutralité des services publics
- Crée un nouveau délit pour lutter contre la haine en ligne

